

COMMUNIQUÉ CGT ENERGIE PARIS

INCENDIE AU SQUARE DES INNOCENTS À PARIS

La CGT Energie Paris dénonce les effets dramatiques de la politique de privatisation de Gaz de France à Paris.

Dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 mars, un violent incendie s'est déclaré dans un immeuble du 1^{er} arrondissement causant la mort de 3 personnes et blessant grièvement 2 pompiers.

La gravité de l'incendie a été accentuée par une fuite de gaz qui s'est enflammée après que la conduite en plomb ait fondu sous l'effet de la chaleur.

Les services de sécurité de gaz et les pompiers ont eu les plus grandes difficultés à couper l'alimentation en gaz de l'immeuble. En effet, les suppressions massives d'effectifs, des plans de secteur plus à jour, voire perdus dans les déménagements liés aux réformes de structures, le fait que l'entretien des organes de coupure générale des immeubles ne soit plus effectué, tout cela explique cette situation.

Dans ce cas précis, non seulement l'organe de coupure était mal répertorié, mais il avait été enterré suite à des travaux effectués par la Ville de Paris. De plus, il n'était pas manœuvrable parce que l'entretien de ces organes de coupures n'étaient plus assurés faute d'effectifs.

Ce drame n'aurait pas eu lieu :

Si comme auparavant dans le cadre du Service Public, les contrôleurs de travaux étaient amenés à vérifier les chantiers tiers lorsqu'ils étaient terminés ce qui aujourd'hui, faute d'un effectif suffisant, est interdit par les directions,

Si comme auparavant le poste de secours gaz n'avait pas été déstructuré au profit d'un système d'astreinte difficilement opérant pour maintenir la sécurité gaz sur Paris lors d'incidents graves.

La CGT dénonce depuis des mois, cette politique d'économie liée à la politique de privatisation.

Le jeudi 8 mars au matin, une délégation CGT avait rencontré la direction de Paris Aurore pour dénoncer à nouveau cette politique qui met en danger la sécurité, et de la population, et des agents.

Alors que la direction, dans le but de faire taire le personnel, pratique une politique de répression : 3 militants CGT sont menacés de licenciement, 4 autres de mises à pied ou de déclassements professionnels, suite à une manifestation dénonçant les dérives de la politique de privatisation de l'entreprise,

Alors que la direction assigne le syndicat Energie Paris devant le TGI de Paris pour une somme de 21000 € en dommages et intérêts suite à cette manifestation, ceci afin d'étrangler financièrement l'organisation syndicale,

La CGT Energie Paris ne peut que continuer malgré la politique de répression, à dénoncer le scandale de la politique menée par les directions.

Ce drame démontre à nouveau que privatisation et distribution du gaz sont incompatibles.

Ce drame démontre que les bénéfices engrangés par Gaz de France dans le cadre d'une politique de récession sociale (2,3 milliards, +35,4%) sont aujourd'hui antinomiques avec la sécurité et le Service Public car reversés aux actionnaires mais non plus investis dans la sécurité et l'entretien du réseau.

Paris le 15 mars 2007

CGT

ENERGIE PARIS

CGT-UFICT

www.cgt-energie-paris.com